



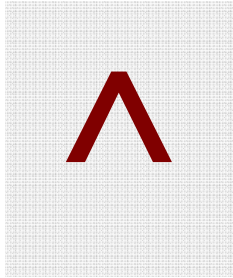
**LA LOI SUR LA SECURITE
ALIMENTAIRE DU 17 JUIN 2010
APPLICABLE AU 1ER JUILLET
2011**

Binh Duong, 02 JUIN 2011

Albert Franceskinj

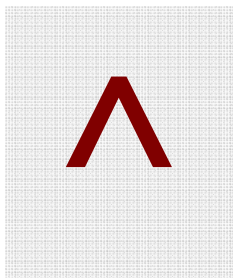
Avocat à la Cour

Directeur Associé



PLAN DE LA PRESENTATION

- **Situation de la sécurité alimentaire**
- **Historique de la législation sur la sécurité alimentaire**
- **Les grands chapitres de la Loi**
- **Les Plus et les Moins**
- **Perspectives**

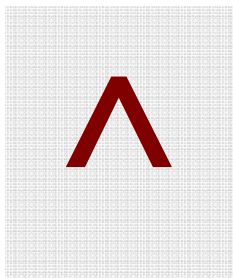


Situation de la sécurité alimentaire

Quelques chiffres

(Départements de la Sécurité Alimentaire)

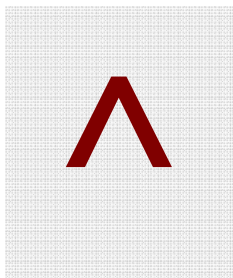
- Causes de l'intoxication alimentaire:
 - Micro-organismes: 7,8%
 - Produits chimiques: 0,5%
 - Toxines naturelles: 25,4%
 - Causes indéterminées: 66,3%



Situation de la sécurité alimentaire

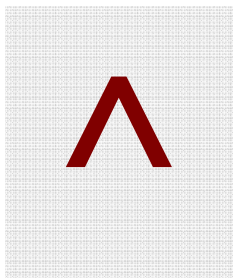
- Nombre de personnes atteintes chaque année:

8,2 millions de personnes



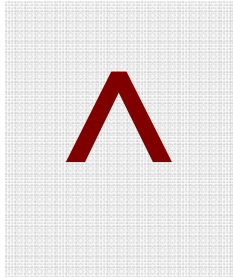
Situation de la sécurité alimentaire

- Budget consacré
 - 780 US\$/habitant/an
 - 1/19^{ème} comparé à la Thaïlande
 - 1/136^{ème} comparé aux USA



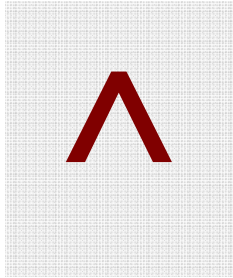
Historique de la législation

- Ordonnance sur la Sécurité Alimentaire du 26/07/2003 et Décret 163 du 07/09/2004
- Loi du 29/06/2006 sur les normes et procédés techniques et Décret 127 du 01/08/2007
- Loi sur la qualité des produits du 21/11/2007 et Décret 132 du 31/12/2008
- Décret 01 du 03/01/2008 attribuant compétence au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural et Décret 75 du 10/09/2009



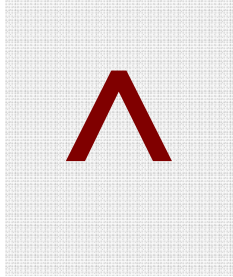
Historique de la législation

- Le 1^{er} texte important fut donc l'Ordonnance de 2003 qui, après une période d'application pratique de 6 ans a permis de mesurer la complexité du sujet et de mettre à jour les lacunes des textes et des moyens de gestion.
- Cela permet la mise en place de la Loi sur la Sécurité Alimentaire



Historique de la législation

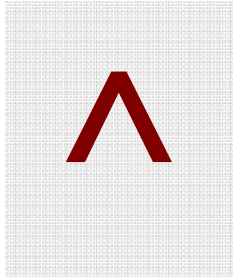
- La législation nationale est aussi influencée par:
 - Les règlements de l'OMS
 - Les règlements du FAO
 - Les règlements du CODEX
 - Les règlements de l'OMC



Les Grands Chapitres de la Loi

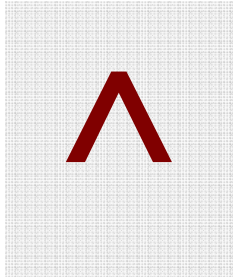
Chapitre I: Principes Généraux

- Définitions
- Les Comportements interdits (Art. 5)
- Les Sanctions (Art. 6)



Les Grands Chapitres de la Loi

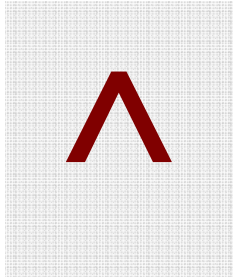
- Chapitre II: Droits et Obligations des Intervenants
 - Producteurs de produits alimentaires
 - Distributeurs et Commerçants
 - Consommateurs



Les Grands Chapitres de la Loi

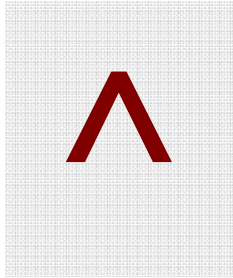
Chapitre III: Conditions de réalisation par rapport aux aliments (9 articles)

- Aliments frais,
- Aliments transformés
- Aliments enrichis aux micro-nutriments
- Aliments fonctionnels
- Aliments transgéniques
- Aliments irradiés
- Additifs alimentaires
- Instruments-Emballages



Les Grands Chapitres de la Loi

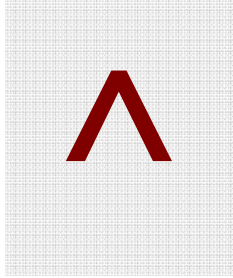
- Chapitre IV: Assurer la sécurité alimentaire dans la production et le commerce
 - Conditions de production
 - Conditions de conservation
 - Conditions de transport
 - Petits producteurs et commerçants



Les Grands Chapitres de la Loi

Chapitre V: Certificat de Conformité

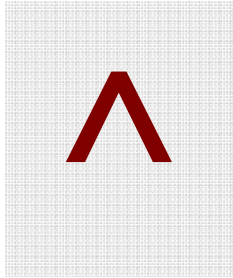
- Conditions d'attribution
- Organismes compétents (3 au lieu de 2)
- Dossier de demande (*application*)
- Durée du Certificat (3 ans au lieu de « indéterminé » selon l'Ordonnance de 2003)



Les Grands Chapitres de la Loi

Chapitre VI: Importation et Exportation

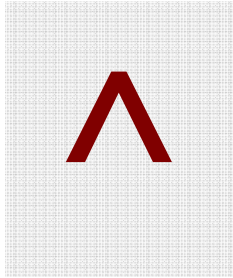
- Conditions pour l'importation et contrôle
- Conditions pour l'exportation et attestations



Les Grands Chapitres de la Loi

Chapitre VII: Publicité et étiquetage des Aliments

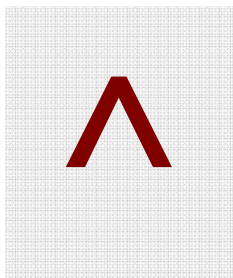
- Réglementation de la publicité
- Dispositions particulières concernant les aliments transgéniques, fonctionnels et irradiés



Les Grands Chapitres de la Loi

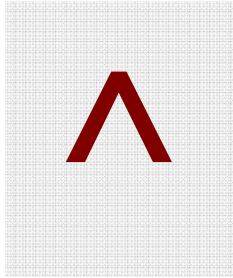
Chapitre VIII: Prévention-Surveillance- Traitement

- Analyse des aliments
- Analyse des risques (nouveau)
- Prévention, Isolation et Traitement
- Enquête sur la source et le traitement des aliments non sécurisés



Les Grands Chapitres de la Loi

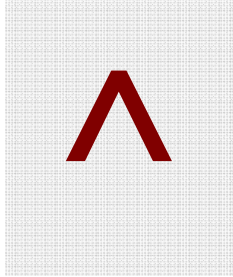
- Chapitre IX: Information-Education-Communication
- Chapitre X: Partage de compétence entre 3 Ministères et les Comités Populaires
- Chapitre XI: Dispositions d'exécution



Les Plus et les Moins

Avantages:

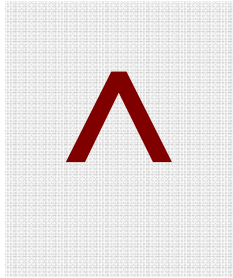
- Corrige les lacunes de l'Ordonnance de 2003
- Renforce la gestion et le contrôle de la production et de la distribution des aliments frais et des aliments transformés
- Renforce les normes en vue de s'adapter aux règles internationales (notamment celles de l'OMC) ce qui va booster les exportations



Les Plus et les Moins

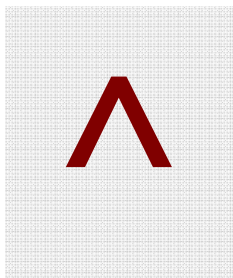
Inconvénients:

- Pas de règle pour la mise en œuvre administrative (attendre des Décrets et Circulaires)
- Plus d'intervenants (Ministère du Commerce et de l'Industrie et Comités Populaires) donc plus de complications et d'influences



Les Plus et les Moins

- Les compétences se chevauchent
- Le contrôle qualité des produits importés, renforcé, va augmenter les difficultés et donc les risques de corruption
- le certificat de conformité est limité à 3 ans et son renouvellement va donner lieu à des complications et coûts supplémentaires



Contacts



- FRANCE
 - **FIDAL** www.fidal.com
 - François BON - **E:** fbon@fidalinternational.com
- VIETNAM - SINGAPOUR
 - **FIDAL ASIATTORNEYS** www.asiattorneys.com
 - FIDAL FRANCESKINJ CHAZARD & PARTNERS Co. Ltd**
 - Albert FRANCESKINJ - **E:** franceskinj@asiattorneys.com
 - Caroline CHAZARD MEAS - **E:** chazard@asiattorneys.com